

VAINCRE LA MONDIALISATION¹

La Mondialisation n'est pas une personne. Le Marché et la Bourse, non plus. Or, ils se comportent comme des personnes. C'est pourquoi l'on dit : « la Mondialisation impose que... », « le Marché exige que... », ou « les Bourses se concertent afin de ... ». Ces non personnes se soumettent les personnes, car elles sont beaucoup plus puissantes qu'elles. Elles forment une nouvelle Sainte Trinité en quelque sorte, dont les personnes doivent subir les humeurs et les caprices. On évoque « les heurts de la Mondialisation », « la mauvaise santé du Marché » (ex. : son « ébriété financière »), ainsi que « les turbulences de la Bourse ». Et ces trois-là n'entrent jamais en conflit. Au contraire, leurs horloges sont réglées les unes sur les autres, la Bourse jouant le rôle de l'horloge parlante ou de la marionnettiste qui tire les ficelles...des personnes évidemment. Lesquelles se voient condamnées à une philosophie de la résignation inspirée, au choix, de l'Anankè, de la Providence ou du Mektoub, aux desseins tout aussi impénétrables. Les « jeux sont faits », « game is over », comme dit la novlangue. Il faut faire avec, que l'on soit du premier, du second, du tiers ou du quart monde. Quelques esprits simples font les mariolles en parlant de « fin de l'histoire », de « fin de l'idéologie », de « fin des haricots », de l'« ère du rien », et en déclinant la « déclinologie ». Se rendent-ils compte que cette parthénogenèse du capitalisme qu'est la mondialisation fait désormais peser sur l'humanité la pire menace, celle de sa destruction, par le dérèglement économique, le pourrissement environnemental et l'explosion nucléaire, ou, ce qui est le plus probable, les trois à la fois ? Nos pitoyables Pythies annoncent le Déluge, qui n'était autrefois, il y a quelques 5000 ans, qu'un fantasme attaché peut-être à un très ancien souvenir. Dans le récit de **Gilgamesh**, du temps de Sumer, le dieu Enlil, lassé du vacarme et de la pléthore des hommes aurait arrêté leur anéantissement par les eaux, mais Ea, le dieu bienveillant, aurait permis à Utanapishtim de se soustraire au fléau avec sa famille, les animaux et ses biens. Dans la **Genèse**, Yahvé se repentant d'avoir créé les hommes, devenus si mauvais, les condamne, avec les animaux, à un sort semblable, mais il épargne Noë, le juste, qu'il autorise à sauver les êtres vivants. Las, aujourd'hui, pour nous, tout se passe comme si les dieux avaient décidé d'en finir pour de bon, sans laisser un seul survivant. Engels l'avait sans doute pressenti

¹ Publié dans Revue *Commune* (Mai 68 Marcuse), n° 49, mars et dans *Y a-t-il une vie après le capitalisme ?*, sous la direction de S. Kouvelakis, Le Temps des cerises, 2008.

quand il assimilait Dieu au Capital. Nous sommes pris dans ce système sans en dehors.

La nature et les malversations du système sont parfaitement connues, non seulement à travers les expériences des peuples qui en sont les victimes, mais de l'aveu de ceux-là mêmes qui l'ont servi et observé de l'intérieur, - du « criminel de guerre » Brzezinski, aux Soros, Stiglitz et autres Peyrelade. Des centaines de livres et des milliers d'articles lui ont été consacrés. L'enthousiasme qui avait accueilli la chute du mur de Berlin, symbole de l'effondrement des pays dits « socialistes », n'a pas duré, y compris dans le camp des « vainqueurs », plus de dix ans. Les rêves de démocratie et de paix ; confondus avec le libéralisme étendu à la planète entière, se sont effondrés à leur tour. Les promesses que pouvaient inspirer le devenir-monde d'une libre circulation des personnes, des biens et des idées, la fin de la rareté, le partage des connaissances et le mutuel enrichissement des cultures se sont révélées ce qu'elles étaient de fait, -des abstractions idéalisées. Bien rares sont devenus les tenants de la « mondialisation heureuse » ou de sa conversion positive de l'intérieur. Il n'est pas question non plus de dédouaner le capitalisme de ses « erreurs ». Car il ne fait aucune erreur (par rapport à qui, à quoi, à lui-même ?), il agit conformément à son essence, comme aurait dit Spinoza. Les droites et les social-démocraties au pouvoir protestent sans cesse, notamment lors des périodes électorales, de leur volonté de « réduire les inégalités », de « lutter contre le chômage » ou de « défendre le pouvoir d'achat ». Elles dissimulent leur impuissance en ces domaines, qui ne sont autres que celles du système auquel elles adhèrent, en invoquant la fatalité, comme si le capitalisme était régi par des lois naturelles. La véritable mondialisation, celle du marché, se manifeste dans les trois domaines (1) des marchés à conquérir (la concurrence exacerbée entre monopoles), qui impose privatisations, délocalisations, licenciements, flexibilité du travail ; (2) du fait que tout devient marchandise (*general merchandising*), du commerce des armes, des drogues et de la prostitution jusqu'aux modes et aux goûts vestimentaires, culinaires et artistiques ; (3) du règne du marché financier, grâce auquel la spéculation l'emporte sur la production, les jongleries boursières bouleversent les comptabilités nationales et la consommation, promue au rang d'idéal de vie, court après la surproduction. Dans cette foire, qui rend éclatante l'anarchie du marché, derrière l'écran des « lois » de l'économie, la plus forte gagne. L'impérialisme des Etats-Unis, « unique nation nécessaire » (W. Clinton), qui se subordonne ses associés de la

Triade (Europe, Japon), s'est fait le maître du monde qu'il macdonalise, et cocacolonise à l'envi, en exerçant une fascination de masse pour l' « american way of life », du jean à la langue, tandis que, depuis la fin de la Seconde guerre et les accords de Bretton Woods, la « gouvernance » mondiale est assurée par des super organismes placés sous son contrôle, telles le FMI, la BM, l'OMC ou l'OCDE. Le rôle des nations et donc l'exercice des souverainetés populaires, indispensables au maintien et à l'extension des dispositions sociales, se voit court-circuités. Ainsi, au moment où l'on apprend que les 7 pays industrialisés encaissent 1600 milliards de dollars de revenus sur la vente du pétrole et que 2% de la population mondiale détient 50% des richesses, la France, par exemple, qui n'est pas un pays « émergent », recense 7 millions de pauvres et étale sa contradiction avec, la même semaine d'octobre 2007, le face à face de deux publications. L'une, **Convergences**, organe du Secours populaire, titre en couverture *Alerte Pauvreté*, l'autre, **Point de vue**, hebdomadaire réac. procède de même avec le titre *Politiques, stars et milliardaires*. Il est notoire qu'aucune croissance ne peut réduire les inégalités qui vont sans cesse se creusant, que ce soit sur le plan, de l'alimentation, de l'ethnie, de la culture, du sexe, de la nationalité ou du travail. Un continent entier, l'Afrique, subit une condamnation à la misère et à l'exploitation pires que celles du colonialisme, quand les richesses, en particulier de son sous-sol, devraient lui permettre un développement harmonieux. La corruption s'est établie dans les sphères des régimes les plus « civilisés » et des mafias de puissance étatique font leur loi au grand jour.

La mondialisation ne se limite pas au marché, elle désigne également son support masqué qui est la violence. La *violence mondialisée* se marque sur deux plans : aux côtés de l'économique qui en venu à piloter le politique, on trouve essentiellement le militaire, qui prétend contrôler par la force les réserves d'énergie et interdire tout développement autonome national. Les guerres d'aujourd'hui, Afghanistan, Irak, Liban, Palestine, et celles programmées de demain, Iran, Corée du Nord ou Syrie, sont précisément conduites par le pays qui fonctionne au conflit depuis sa naissance, les Etats-Unis, qui ne peuvent exister sans se donner un Autre maudit, l'Indien de jadis, le bolchevik de naguère et maintenant l'islamiste. La guerre est une politique. Elle se couvre, pour les opinions mondiales, de l'idéologie de « la lutte contre le terrorisme » et du discours sécuritaire, sanctifiés par le « conflit de civilisation » et la « croisade du Bien contre le Mal », alors que les attentats du 11.

09.01, désormais objet de suspicion, ont imposé le Patriot Act comme modèle à toutes les nations, afin de saccager les conquêtes sociales, nuisibles au libéralisme, et de créer les conditions d'un contrôle policier des populations. S'ensuit la condamnation, partagée des droites aux gauches, de toute violence, autrement dit la carte libre accordée à l'Etat de monopoliser le recours à la force et de réprimer tout ce qui pourrait s'apparenter à une résistance. Les soit disant « processus de paix » ont remplacé la paix tout court et entretiennent le climat de violence. Le prétexte du terrorisme va jusqu'à faire oublier que ledit terrorisme est une affaire qui ne concerne que les classes dominantes, qui l'ont produit et l'entretiennent pour assurer leur domination. Relayée par des médias entièrement aux ordres, qui se chargent de censurer, trier et pervertir les informations, en interdisant toute expression critique de l'ordre établi, la machinerie d'encadrement a réussi à provoquer un état moderne de *servitude volontaire*.

Est-ce à dire que nous soyons désarmés devant une situation à ce point apocalyptique ?

Quelques phénomènes font apparaître que les choses sont en train de changer. Je rappelle tout d'abord que la mondialisation n'est nullement un état irréversible, elle est un processus, un mouvement en cours, susceptible donc d'être contrarié. Sa nécessité est humaine et non pas transcendante. En première ligne, on notera que le capitalisme, que l'on baptise libérale ou néo-libérale sa forme actuelle, n'a rien d'un sujet en bonne santé. Il est miné, comme il l'a toujours été, par ses propres crises, celle qui couve pouvant jouer un rôle dans les facteurs de son éradication. Ces crises, dont on laissera l'examen aux économistes, se nomment : suraccumulation, récession, spéculation, stagnation, inflation, compétition, ou dévaluation, sur fond de saturation des marchés, de conflits croissance/consommation, de planche à billets donc. Traitant des faiblesses de l'économie américaine, Alan Woods mettait en avant, en juillet dernier, à Barcelone, entre autres éléments, la pesanteur de la dette, celle des EU, qui vivent sur le dos des autres nations, étant beaucoup plus importante que celle des pays du Tiers-monde, et le ralentissement du marché immobilier, qui se conjuguait, à leur tour, à la stagnation des salaires, au « gouffre des inégalités », à l'émergence d'une vaste main d'œuvre, notamment asiatique, faiblement rémunérée, à la montée des échanges en euros, sans oublier le coût des opérations de guerre. On prendra en compte, d'autre part, s'agissant de la métropole

de l'impérialisme, d'un double échec, qui met à mal ses prétentions hégémoniques et son arrogance : l'échec interne révélant, à l'occasion de la catastrophe climatique de la Nouvelle Orléans, son incapacité à faire face à ses propres besoins, et l'échec externe, combien plus lourd sur le plan international, des guerres perdues, en Irak, en Afghanistan et, par Israël interposé, au Liban. Dans l'ancien pré carré du même, les chaînes se brisent, à la fois avec les processus qu'il faut bien qualifier de révolutionnaires du Venezuela, de la Bolivie, de l'Équateur, des affirmations d'autonomie de l'Uruguay, ou du Nicaragua, des prises de distance qui s'affichent de la part de l'Argentine et du Mexique, cependant que le régime cubain, de moins en moins isolé, est parvenu à se maintenir en dépit d'un blocus, vieux de plusieurs décennies. Le refus enfin du protocole de Kyoto, pourtant fort modéré, ne fait que confirmer le mépris de l'administration Bush envers les menaces qui pèsent sur l'environnement et, à plus longue échéance, sur la survie de planète. Les démocraties occidentales, « développées », ne sont pas en reste, dans ce remue-ménage. Les contestations, les mouvements de grève et même les émeutes, comme celle des banlieues, dites « difficiles », en France, se multiplient et s'approfondissent, contrariant, sous les chapes asservissantes, l'imposition du libéralisme.

En regard et en conséquence de ces phénomènes de sape, quelles sont les propositions des projets se donnant comme alternatifs ? La finalité générale en a été esquissée par Rosa Luxemburg dans son **Accumulation du capital** : « Ayant tendance à devenir une forme mondiale, il [le capitalisme] se brise à sa propre incapacité d'être cette forme mondiale de la production. Il offre l'exemple d'une contradiction historique vivante ; son mouvement d'accumulation est à la fois l'expression, la solution progressive et l'intensification de cette contradiction. A un certain degré de développement cette contradiction ne peut être résolue que par l'application des principes du socialisme, c'est à dire par une forme économique qui est par définition une forme mondiale, un système harmonieux en lui-même, fondé non sur l'accumulation, mais sur la satisfaction des besoins de l'humanité travailleuse et donc sur l'épanouissement de toutes les forces productives de la terre »

Les intentions démocratiques, qu'il s'agisse de l'établissement de la démocratie, de son renforcement ou de la poursuite du procès jamais achevé de démocratisation, sont affirmées de toutes parts, c'est-à-dire par toutes les familles

politiques et par tous les pouvoirs, de la moindre organisation corporative aux Etats. Si la réalité de ce désir ne fait plus de doute, au point que les impérialismes en personne n'osent plus promouvoir ou soutenir ouvertement des dictatures, en paroles à tout le moins, ses moyens suscitent des suspicions légitimes. Il n'est pas de système électoral qui ne soit piégé dans sa lettre constitutionnelle même, aux fins d'assurer le maintien au pouvoir des bourgeoisies et des groupes dominants. Il suffira que chacun se penche sur le sien. La démocratie « participative », devenue le cheval de bataille du discours de gauche, n'est guère prévue qu'au plan local. La citoyenneté sans cesse encensée s'accommode de l'exclusion des travailleurs migrants et des non nationaux. Un épais silence entoure jusqu'à la notion d'autogestion et celle d'un changement radical se voit vilipendée au nom de la... démocratie. Les électorats réagissent partout, on le sait, par l'abstention, autrement dit par le refus d'exercer leur premier droit démocratique, celui de voter. Ce n'est pas la systématisation du flicage, tout droit issu de la « lutte contre le terrorisme » et l'invocation des pesanteurs économiques qui fera avancer la démocratisation. Nombre de « démocraties » dans le monde ne devant, par ailleurs, leur reconnaissance en tant que telles qu'à leur soumission au modèle « occidental » dominant.

Le recours aux gauches est de la même farine. Quelles soient politiques ou syndicales, à force de substituer *consensus* et *compromis* au *conflit*, sur lequel repose toute société, à force de protester du caractère pacifique de leurs programmes et de la non-violence de leurs appels, elles se sont intégrées au système et, sous la figure des « partenaires sociaux » (plus *partenaires* que *sociaux*), le servent loyalement, n'aspirant qu'au balancement des *alternances* de gouvernements dans la gestion du pays. C'est sans doute pourquoi lesdites gauches ne cessent de se « réformer », de se « rénover », de se « reconstruire » et de se « refonder ».

Des Droits de l'Homme que l'Onu elle-même, créée pour les défendre, ne se soucie plus de faire respecter nulle part, mieux vaut ne rien dire.

Le considérable succès de l'altermondialisme, parti modestement de la revendication de la taxe Tobin, et qui a su formuler et se faire l'écho d'exigences de fond, singulièrement en matière de normes démocratiques et de protection de l'environnement, semble parvenu à son étiage. Traversé de courants et d'aspirations contradictoires, ne représentant guère que des couches intellectuelles venues des

petite et moyenne bourgeoisies, il n'a ni su ni voulu se doter des moyens organisationnels de son action, abandonnant le capital de prise de conscience qu'il s'était constitué aux spéculations sur une « autre » mondialisation.

Les forums sociaux, concomitants de l'altermondialisme, et étendus aujourd'hui à près de 90 pays, ont creusé plus profond, en entraînant dans leur mouvance, lors de leur première expression à Porto Alegre, et internationalement depuis la rencontre de Mumbai, des masses paysannes, mais ils n'ont pas échappé, avec les années, eux non plus, à la formule des grands débats vedettisés, qui une fois même décentralisés, comme c'est le cas actuellement, ne parviennent pas à avancer des mots d'ordre mobilisateurs mondialisés. Les grandes idées, si généreuses soient-elles, flottent dans le vide. Au forum de 2004 justement une large pancarte proclamait : « les gens ne veulent pas le développement, ils veulent vivre ». Dans les deux cas l'insuffisance théorique, et point seulement politiquement programmatique, a échoué à jeter les bases de ce qui aurait pu être un nouvel *internationalisme*.

L'écologie, désormais revendiquée partout, à l'exemple de la démocratie, ne peut représenter une voie d'alternative, dans la mesure où elle est tantôt dissoute dans des protocoles individuels ridicules, tantôt emportée par des grandiloquences sans effet, tantôt instrumentalisée par les pouvoirs en place, tantôt enfin récupérée par les firmes capitalistes, responsables des pollutions.

On invoque souvent le rôle de plus en plus déterminant que les pays dits « émergents » peuvent jouer pour contrebalancer l'hégémonie américano-occidentale et mettre à l'ordre du jour ce polycentrisme appelé de tant de vœux. Une telle prospective ne peut cependant pas apporter la réponse positive attendue. Les pays en question, Brésil, Inde, Chine, ne semblent guère contester l'ordre mondial dominant. Ils ont livré au système capitaliste, également globalisé sous cet aspect, des centaines de millions de travailleurs qui, du temps des pays « socialistes », lui échappaient, inscrits qu'ils se trouvaient dans une autarcie politico-économique. Cette gigantesque force est ambivalente. D'un côté, elle permet de produire aux moindres coûts et de peser sur les rivalités concurrentielles des monopoles. D'un autre côté, tout en faisant miroiter la promesse d'une extension sans précédent du mode de consommation développé, jusqu'ici différée, elle exerce la menace, quant à elle de plus en plus visible, de graves déséquilibres au sein des nations « avancées ». La survenue au premier plan des pays émergents, qui s'exprime déjà

par leur volonté d'intégration, de la fascination du mode de vie et des moyens de l'offrir à leurs groupes d'enrichis, jusqu'à la possession de l'énergie nucléaire et l'adhésion à l'Organisation du commerce, ne représentera nullement une issue du capitalisme. Cette issue ne sera/serait possible, dans une perspective fort lointaine, qu'à partir du moment où les masses, exploitées à bon marché, connaîtront les conditions de vie, et de conscience (de classe), atteintes, grâce à un développement analogue, par les travailleurs des pays aujourd'hui en posture de domination. Au mieux s'en trouveront aggravées les contradictions internes au système. C'est aussi le cas de la Russie de Poutine, puissance ré-émergente, qui, entreprenant de sortir de l'inqualifiable marasme où l'avait plongé son propre avènement, entend récupérer ses capacités internationales et perturber le jeu.

Du point de vue intellectuel, certains attendent beaucoup des thèses de la « Décroissance » explicitement présentées comme alternatives au productivisme toujours plus débridé et donc dangereux impulsé par la mondialisation. Elles ne s'en heurtent pas moins à divers arguments contraires. Ceux du fait historique que le capitalisme a jusqu'ici surmonté toutes ses crises sans jamais atteindre son point de saturation, ou que le caractère forcément individuel des dispositifs de décroissance, semblables à ceux de l'écologie, sont minuscules, le cèdent au constat que des milliards d'êtres humains se trouvent encore dans la rareté des ressources et l'insatisfaction de leurs besoins vitaux, quand on détruit les excédents de production et que les nations les mieux nanties manquent de services publics ou les voient se dégrader (écoles, hôpitaux).

En conclusion, malgré l'indéniable intérêt et l'impact critique de nombre d'entre elles,, les démarches ou les attentes alternatives, que je viens rapidement d'évoquer, ne constituent que de fausses sorties, en ce sens qu'elles se révèlent inadéquates à la situation qu'elles prétendent conjurer. Ces dépassements du système ne sont que ses hypostases, comme Feuerbach le disait de la religion.

Partant, l'unique voie offerte est celle du travail révolutionnaire. Elle suppose, en premier lieu, que l'on n'ait pas peur des mots, précisément rejetés par l'idéologie dominante au profit de son acceptation, sinon de sa reconnaissance générale. Ils sont emportés, comme sa conséquence directe par le refus de la violence, qui suscite un accord unanime. Ainsi des communistes qui font précéder tout énoncé de contestation de la déclaration d'assurance qu'il n'est pas question de leur part d'en

appeler à l'insurrection, et moins encore de prendre la Bastille ou le Palais d'été. Ce qui est la plus sûre manière d'accepter le système et les combinaisons internes qui ne le remettent pas en question. *Révolution* est de ces mots-là. Assurément, et à l'opposé de la croyance durablement imposée par l'Internationale communiste stalinisée, il faut convenir qu'il n'est nul programme, ni moins encore, de recette, donnés une fois pour toutes, du processus de liquidation des rapports capitalistes de production. A chaque nation, et d'abord à ses travailleurs, d'inventer le sien, en fonction de sa tradition historique, de son niveau de développement économique aussi bien que politique, du rapport de forces et de l'intensité des luttes des classes. Car, les caricatures faites du sentiment national, réduit aux étroitesse du chauvinisme, du « souverainisme » ou de l'esprit de clocher, par les thuriféraires d'une Europe vouée sans entraves au libéralisme, ne peuvent rien changer à cette réalité que la *nation* est le lieu concret où s'affirme la *souveraineté populaire*, sans laquelle il n'est de démocratie qu'infirme et de République qu'illusoire. *Nation*, *peuple*, deux autres de ces mots censurés. Au près d'eux, celui de *propriété* pâtit d'un semblable opprobre. Il serait obsolète, les prétendus propriétaires, -de terres, d'usines ou d'actions, n'étant que des gestionnaires et les PDG des salariés. *Appropriation*, *expropriation* ne signifient plus rien. Exit *l'expropriation des expropriateurs*. Toutefois, à la rubrique « retour du refoulé », enregistrons la réapparition dans la presse et le langage politique de *capitalisme*, de *classe*, ou d'*impérialisme*, entre autres ex tabous. Le nom de *Marx* et le *marxisme* en personne font l'objet de numéros spéciaux de revues et des conjoncturistes officiels ne craignent pas de leur reconnaître quelque vérité dans l'approche des convulsions de la mondialisation.

Un certain nombre d'initiatives récentes montrent la voie. Relayant les mouvements de grève en nombre croissant, ainsi que les insubordinations au sein des organisations de gauche, à propos, pour la France, des consignes de vote sur l'Europe ou des négociations salariales, des scissions rompant avec les réformismes de toutes obédiences ont éclaté au sein des partis politiques traditionnels, communiste et socialiste, et dans les syndicats. Dans la CGT, un groupe, le CRI (Communiste, Révolutionnaire, Internationaliste), qui se définit par un « syndicalisme de classe », manifeste, dans son bulletin, son intérêt et sa solidarité envers les luttes qui se mènent ailleurs sur les mêmes bases que les siennes. Tant il est vrai que menace un enfermement national qui préparerait le nouveau « défi américain », celui

d'un *coma politique*, avec le bipartisme de deux droites milliardaires et l'asphyxie de ce qui fut le plus grand prolétariat du monde. Peut-être faut-il ajouter foi au jugement rapporté par Michael Moore, dans son dernier film, selon lequel en Europe les gouvernements ont peur du peuple, tandis qu'aux EU le peuple a peur de son gouvernement ?

Contre le trio *asservissement/servilité/servitude*, toutes les armes sont bonnes. Un modeste exemple est donné par la francophonie dont certains veulent faire un moyen d'empêcher le nivellement culturel et l'impérialisme de la langue de l'impérialisme. A La Paz, dès 2001, la Coordination Andine des Organisations Indigènes (CAOI), adoptait une résolution exigeant l'établissement partout en Amérique latine de gouvernements pluralistes, faisant la place qui leur revient aux groupes autochtones. Evo Morales, en Bolivie, devait en être la première expression, de valeur historique. La création par 7 pays d'Amérique latine (Argentine, Bolivie, Brésil, Equateur, Paraguay, Uruguay, Venezuela) d'une Banque du Sud représente une entreprise considérablement plus ambitieuse puisqu'elle est destinée à faire pièce à la Banque mondiale et au FMI, dont ces pays se retireraient. Le Groupe de Shanghai, créé en 1996, à l'initiative de 5 pays (Chine, Kazakhstan, Kirghizstan, Russie, Tadjikistan), ne cesse pas depuis de susciter l'intérêt d'autres pays (Mongolie, qui a déjà rang d'observateur, Pakistan, Inde, Iran, Biélorussie), et d'établir de nouvelles formes de coopération, énergétiques, bancaires et culturelles, autrement dit de travailler à un multipolarisme, qui rendrait inutile la présence des EU en Asie (« révolutions colorées »). L'Iran, après l'Irak de Saddam Hussein, renonce à commercer en dollars, au profit de l'euro....

S'agissant enfin de la violence, je ferai plusieurs remarques. D'abord en rappelant des évidences, déniées et occultées par le présupposé du refus de la violence, savoir que (1) la violence révolutionnaire est une violence de réaction, dont les conditions sont créées par une situation vécue comme insupportable, elle est émancipatrice, i. e. libératrice d'une oppression; aussi (2) que le recours à la violence politique n'est jamais l'objet d'un choix, surtout de la part des masses, car, et toutes les références historiques l'attestent, ce sont elles qui en paient le prix le plus lourd. Il est proprement aberrant de suggérer, comme le font actuellement quelques beaux esprits, qu'on aurait à se prononcer soit en faveur de Gandhi, soit en faveur de Lénine. Quand on considère, d'autre part, les forces en présence, on ne peut qu'être frappé de leur disproportion. Ici, la classe possédante dispose de la double

machinerie, entièrement sous son contrôle, de l'encadrement politico-économico-médiatique et militaire que confère la supériorité technologique; là, les insurgés se trouvent réduits, comme sur le marché du travail, à leurs seules forces, c'est à dire à la violence physique et à la discipline qu'ils ont à inventer. *Violence dominante* et *violence dominée*, ou violence « muette » (Marx) et violence sanglante : le paradigme de la situation nous est infligé, depuis de longues années, par le face à face entre Israéliens et Palestiniens. Il ne paraît pas inutile enfin d'objecter aux chattemiteuses indignations des contempteurs qu'il existe des révolutions pacifiques, telles sous nos yeux celles du Venezuela et de la Bolivie. En règle générale, encore une fois, qui hésiterait, afin de « changer le monde », entre la légalité des urnes et l'aventure de la rue ?

Pas de voie royale donc, qui n'attendrait que ses pèlerins, mais une leçon peut être avancée pour tenir au moins la ligne sûre de l'alternative plus que jamais nécessaire. Je l'emprunterai à Sartre : « Je n'avais qu'un fil d'Ariane mais suffisant : l'expérience inépuisable de la lutte de classe ». Cette expérience vaut à la fois au plan national pour souder les alliances, par exemple, entre le mouvement ouvrier et les révoltes de banlieues, et au plan international pour doter de leur cohérence, autour d'une nouvelle Internationale du travail, les formes contestataires encore éparses. Cela tient dans le mot d'ordre du **Manifeste** qui est loin d'avoir accompli sa carrière, appuyer « en tous pays tout mouvement révolutionnaire contre l'ordre social et politique existant ».

La mondialisation n'est pas un destin. Si elle est assimilable à une personne, comme je le suggérai au début de mon propos, alors elle peut être jetée à terre.

Il est temps de nous y employer.

Georges Labica